Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1459

Artikel: Lutte contre la pauvreté : quand les pays pauvres font office de laboratoire

Autor: Gagnebin, Lala

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1010371

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quand les pays pauvres font office de laboratoire

Les conditions de l'aide aux pays pauvres ont beaucoup évolué ces dernières décennies, les effets restant médiocres.

Au début des années 90, on pensait qu'il suffisait de libéraliser, d'ouvrir les frontières, de construire des infrastructures pour stimuler la croissance. Et les fruits de cette croissance devaient automatiquement se répandre partout. C'est ce qu'on a appelé le «*trickle down*», le dégoulinement. Les institutions financières internationales ont consenti des prêts pour faciliter la mise en œuvre des réformes économiques et l'accès aux services de santé et d'éducation destinés aux pauvres. Les pauvres étaient considérés de loin, de manière très impersonnelle, comme des enfants qu'il fallait éduquer et soigner, et non comme des acteurs de leur propre développement. Jamais on n'aurait songé à les interroger pour savoir ce qu'ils pensaient de leur sort et sur les causes de leur misère.

Or cette politique a failli. Plusieurs pays africains au bénéfice d'une aide financière liée à un ajustement structurel n'ont pas décollé. Parmi les vingt pays les plus pauvres de la planète en 1980, ceux qui s'en sont sortis en triplant ou quadruplant leur revenu par habitant l'ont fait sans l'aide de la Banque mondiale et du FMI (le Sri Lanka, le Bangladesh, la Chine). Mais pour renoncer à cette aide, il faut déjà bénéficier d'un certain niveau de développement, comme la Malaisie après la crise financière en Asie. Cette voie solitaire, le Mozambique, par exemple, ne peut se la permettre, lui dont l'aide extérieure représente 80% de son produit national.

La réflexion a évolué et, en 1996, la communauté internationale s'est fixée des objectifs chiffrés à réaliser jusqu'en 2015: réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, réduire de deux tiers le taux de mortalité infantile et de trois quarts celui de la mortalité maternelle, assurer l'enseignement primaire universel et la parité des sexes dans le secondaire, mettre en œuvre des stratégies environnementales pour inverser les pertes de ressources naturelles.

Pour compléter cette stratégie, on s'est également préoccupé des conditions politiques des pays en développement, de tous les facteurs qui empêchent les pauvres de bénéficier des efforts consentis par la communauté internationale: la corruption, le dysfonctionnement de la justice et de la police, les atteintes à la liberté de la presse et des syndicats notamment. On reconnaissait donc que les pauvres sont les premières victimes de la mauvaise gouvernance.

Vers le désendettement

En 2000, l'approche s'est encore affinée. La communauté des donateurs, Banque mondiale et FMI compris, exige des gouvernements des pays pauvres qu'ils parlent avec leurs pauvres, qu'ils leur demandent ce qu'ils veulent et où ils voient les problèmes. Le dialogue politique intérieur entre le gouvernement et la société civile est devenu une condition à l'octroi de nouveaux prêts par le Fonds monétaire et à la réduction des dettes. Un exemple: lors d'une des premières réunions, à Douala, un participant s'est exclamé: «Mais le Cameroun n'est pas pauvre, c'est la corruption qui rassemble toutes les richesses dans les mains des dirigeants».

Pour faire face à l'endettement multilatéral, les institutions de Washington ont lancé l'Initiative PPTE (pays pauvres très endettés, en anglais HIPC). Cette opération de désendettement a très vite été soutenue par le G7 et les autres petits pays riches, à des degrés divers de générosité. Elle vise à ramener la dette et son service en dessous de certains seuils: la dette ne devrait pas représenter plus de 150% de la valeur des exportations et son service ne pas dépasser 15% du budget de l'Etat.

Les donateurs veulent évidemment que les ressources budgétaires ainsi libérées soient bien utilisées. Le FMI conditionne la remise de la dette à la qualité du budget social du pays et les Etats bénéficiaires doivent présenter une stratégie de lutte contre la pauvreté, établie en coopération avec la société civile; la Banque mondiale a même rédigé un manuel pour l'élaboration de ces stratégies.

Les résultats sont pour le moins mitigés, au point que la Banque et le Fonds ont dû qualifier ces stratégies d'intérimaires. Les causes sont diverses: mauvaise volonté des gouvernements bénéficiaires, manque de temps, organisation insuffisante de la société civile. Dans certains pays, les plus démunis n'osent pas créer des associations de peur de les voir infiltrées par des agents du gouvernement.

Les gouvernements préfèrent aussi cacher et se cacher certaines réalités. En moyenne, dans le monde, 70% des pauvres sont des femmes. Ce chiffre est certainement supérieur au Sahel où beaucoup d'hommes abandonnent leur famille pour chercher fortune en ville et où les femmes ne disposent pas du droit de propriété de la terre et d'héritage. La stratégie de lutte contre la pauvreté du Mali ne mentionne pas les femmes: les pauvres y sont unisexes et décrits avec des statistiques agrégées! En Bolivie, le gouvernement se plaint du fait que les Indiens n'envoient pas leurs enfants dans les nombreuses écoles nouvellement construites. Mais les salaires des maîtres sont si bas que ceux-ci passent au moins la moitié de la semaine dans la capitale à exercer un autre métier.

Dernière chance

Les pauvres ont-ils une chance de s'en tirer face à de telles œillères? Celles des gouvernements des pays bénéficiaires comme celles des gouvernements des pays riches qui approuvent ces stratégies et qui paient. Les gouvernements donateurs croient-ils vraiment que les pays pauvres vont s'en sortir? On peut même se demander s'ils le veulent, puisqu'ils se contentent de protéger les budgets sociaux sans rien toucher au système économique mondial. Et pourtant, avec ses milliards engloutis, l'Initiative PPTE est l'initiative de la dernière chance. On ne voit guère les pays de l'OCDE retourner dans cinq ans devant leur Parlement et leur opinion publique et leur dire: on a raté, il faut recommencer.

Lala Gagnebin